



Saint-Denis

ANTICAPITALISTE

POUR UN
**NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE**
www.npa2009.org

N°1 JANVIER 2009

EDITO

ALORS que Sarkozy et le gouvernement s'appliquent à justifier le démantèlement du service public et à distribuer les milliards aux banquiers et aux patrons, la journée du 29 janvier doit être l'occasion de porter un premier coup à cette politique et d'exiger l'interdiction des licenciements, 300 euros d'augmentation pour tous, l'arrêt des privatisations...

Car à l'heure où Sarkozy est prêt à céder plus de 10 milliards d'euros aux banques pour tenter de sauver le système capitaliste, ce même Sarkozy nous explique que l'hôpital public ne manque pas de moyens. Au contraire, alors que les drames de ces jours derniers ont tristement mis en lumière ce manque de moyens humains et financiers, il est annoncé concernant les hôpitaux de l'assistance publique un plan d'économie de 300 millions d'euros entraînant la suppression de 1000 postes pour 2009.

En outre, la privatisation de la Poste est toujours en projet et la grève du 29 janvier est l'occasion de réaffirmer notre attachement au service public de la Poste alors que le gouvernement s'apprête à en faire un nouveau marché et l'offrir ainsi en pâture aux investisseurs privés.

Mais le service public n'est pas le seul menacé : tous les secteurs sont touchés par des suppressions massives de postes que le gouvernement et le Medef tentent de justifier par la crise du capitalisme.

C'est pourquoi la journée du 29 janvier doit être un raz de marrée de grévistes et de manifestants contre la politique de Sarkozy et du Medef pour préparer la grève générale, seule capable de mettre un coup d'arrêt à cette politique.

Faire reculer Darcos, le gouvernement et le patronat

Le mois de décembre a été marqué par le recul du gouvernement sur la réforme des lycées, qui réduisait les heures d'enseignement. Ce recul est dû à l'action déterminée des lycéens, bloquant leurs établissements, manifestant dans toute la France. Ils ont ainsi montré qu'ils refusaient un enseignement au rabais : ils ont bien compris que réduire les heures de cours, c'est défavoriser un peu plus ceux et celles qui ont le plus besoin de l'école. Ils ont aussi montré qu'on peut faire reculer ce Gouvernement. Ils continuent d'ailleurs en janvier à agir contre les suppressions de postes de profs (13500).

Ces premiers succès des jeunes doivent encourager tous ceux qui ont des revendications à faire valoir et ils sont nombreux, alors que la crise du capitalisme risque de provoquer rapidement des dizaines de milliers de licenciements. Déjà dans l'automobile, par exemple, les suppressions d'emplois sont en vue, les semaines de chômage technique s'accumulent. Il n'est pas fatal que les salariés payent une crise dont ils ne sont pas responsables. Par leur unité et leur détermination, les travailleurs peuvent faire reculer le patronat et le gouvernement : à condition d'aller vers un mouvement d'ensemble et de ne pas laisser les différentes entreprises isolées dans leurs luttes.

Le 29 janvier, les organisations syndicales appellent à une journée d'action. Il convient d'être le plus nombreux possibles en grève ce jour-là. Cela montrera au patronat et au gouvernement l'importance de notre mécontentement, mais aussi la force que représente l'ensemble des salariés. Cette journée ne doit pas rester sans lendemain : il faut que ceux qui nous dirigent sachent que nous ne nous laisserons pas faire, que nous répondrons à leur volonté de nous faire payer la crise par notre unité et notre mobilisation. Par nos luttes, nous pouvons les faire reculer.

Journée d'action

29 janvier

Public/privé à l'appel de la CGT, CFTD, CFTC, CFE-CGC, FO, FSU,
Solidaires, pour les emplois, les salaires et contre la politique de
casse sociale du gouvernement

TOUS EN GREVE!!

Le gouvernement multiplie les attaques contre le logement social

Jusque là, le livret A permettait de financer la construction de logement sociaux.

Po

ur appliquer une directive européenne, le gouvernement permet que cette masse d'argent composé des économies des salarié(e)s, puissent être géré par les banques autre que La Poste et la Caisse d'Epargne.

Ces mêmes banques qui viennent de démontrer leur incapacité à gérer les économies des salariés par des investissements hasardeux et spéculatifs.

Pourtant les besoins de logements se chiffrent en centaines de milliers. 900 000 logements sont nécessaires rapidement en France. 6 000 demandeurs sur St Denis.

Mais le gouvernement préfère donner des millions aux banquiers, aux entreprises privées, continue de vouloir privatiser la Poste et d'autres services publics, de priver de moyens les hôpitaux.

La loi DALO obtenue grâce à la lutte pour le droit au logement est inapplicable en absence de construction suffisante de logements.

La loi Boutin attaque entre autre directement la sécurité qu'avaient les locataires pour garder leur logement.

Par exemple, cette loi permettra de chasser les locataires, des logements sous occupés.



Manifestation rue de la Banque le 5 janvier

Pourtant les moyens existent.

Les sans domiciles fixes, les mal logés, les logements insalubres ou surpeuplés, les jeunes qui veulent s'installer nécessiterait un plan d'urgence de construction de logements, de résorption des logement insalubres, créer des emplois stables dans la construction et le bâtiment, appliquer la loi de réquisition des logements vides, particulièrement ceux que possèdent les banques, les assurances et les sociétés immobilières.

Ce gouvernement est bien celui des patrons, des spéculateurs et des banquiers.

C'est pour cela qu'il faut ensemble le combattre, locataires, habitants de logements insalubres, squatters, mal logés, syndicats des travailleurs du logement social.

**Réunion publique du
NPA**

Le 28 janvier à 20H30

**Bourse du travail de
Saint-Denis**



Contacts : npa.saintdenis@gmail.com

Le NPA à Saint-Denis

« Saint-Denis anticapitaliste » est le premier numéro d'une feuille d'information du comité dyonisien pour un Nouveau Parti Anticapitaliste. Il s'est constitué, à l'automne 2008, suite à l'appel lancé par O. Besancenot et la LCR.

Depuis, plusieurs réunions se sont tenues qui ont regroupé plusieurs dizaines de personnes. Le NPA de Saint-Denis est pleinement mobilisé pour la défense du droit à un logement durable et de qualité pour tous à Saint-Denis, contre la privatisation de la Poste, contre les suppressions d'emplois dans l'éducation, dans la mobilisation en soutien de la population palestinienne et notamment celle de Gaza, victime de l'agression israélienne.

Le comité NPA de Saint-Denis est ouvert à ceux et celles qui veulent lutter ensemble contre la politique de Sarkozy et celle des patrons qui jettent les salariés au chômage.

Ensemble, nous serons plus fort. Rejoignez-nous !